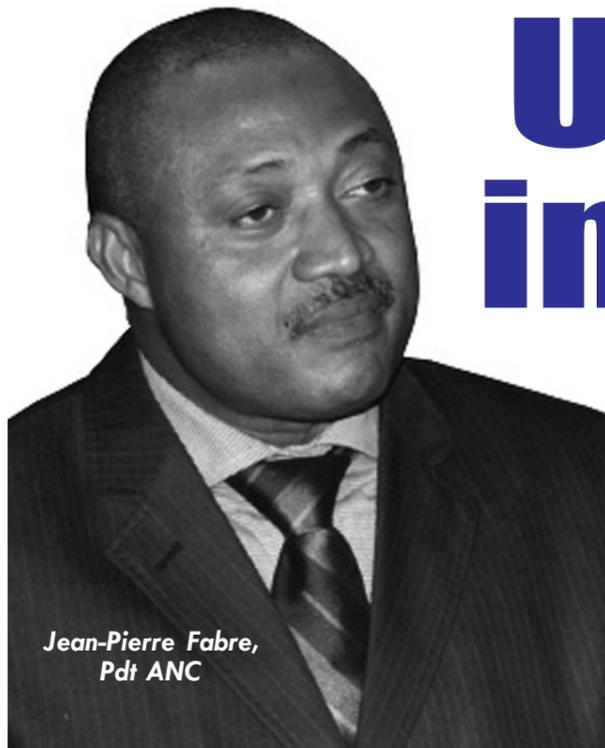


Appel au secours de Jean Pierre Fabre auprès de la communauté internationale



Jean-Pierre Fabre,
Pdt ANC

Une démarche inopportune qui frise le ridicule P.3

Le 30 juin dernier les députés togolais dans leur majorité ont rejeté le projet de loi du gouvernement relatif à la limitation du mandat présidentiel et l'organisation du scrutin à deux tours. Ce rejet a mis en transe une frange de l'opposition qui espérait voir passer ce projet de loi pour mettre hors course le président de la République, Faure Gnassingbé lors de la présidentielle de 2015. Aux lendemains de ce rejet, les leaders de l'opposition se sont livrés aux tapages médiatiques pour désinformer, intoxiquer et semer le flou au sein de la population. M. Jean Pierre Fabre, président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) a, pour sa part, effectué une tournée européenne pour appeler la communauté internationale au secours.

Expulsion du groupe ACCOR de l'hôtel MERCURE SARAKAWA L'Etat togolais n'avait pas le choix P.3

Pour une gestion satisfaisante de la clientèle

La CEET renforce les capacités de ses chefs d'agences et de ses responsables commerciaux P.4



Photo de famille du DG et des séminaristes

International

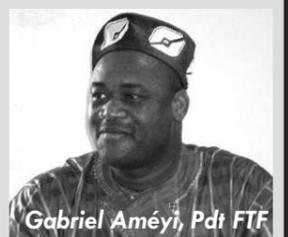
Tout sur la visite officielle au Maroc du Roi Felipe VI d'Espagne et de la Reine Letizia P.6



Entretien entre le Roi Mohammed VI (à droite) et le Roi Felipe VI

A quelques mois du renouvellement du bureau de la FTF P.7

Gabriel Améyi dans ses manœuvres pour maintenir le football togolais dans l'abîme



Gabriel Améyi, Pdt FTF

12^{ème} Foire Internationale de Lomé (FIL) Les activités lancées

Du 21 novembre au 08 décembre 2014, Lomé abritera la 12^{ème} Foire Internationale de Lomé (FIL). Dans ce cadre la ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, Mme Bernadette Légzim-Balouki a lancé le 03 juillet dernier les activités de cette foire et du 1^{er} Salon international des énergies renouvelables de Lomé en présence des membres du gouvernement.

La Foire Internationale de Lomé est un cadre idéal et professionnel pour les expositions, colloques, rencontres entre partenaires. Cette 12^{ème} Foire sera couplée du 1^{er} salon International des Energies Renouvelables.

Le directeur général du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF) Johnson Kueku Banka a laissé entendre que l'introduction du thème « **Energies renouvelables : Sources de progrès et de développement durable** », est l'une des innovations pour cette année. « *A ceci s'ajoute, la formation des exposants et de ce fait vous savez très bien*

que les énergies renouvelables jouent un rôle très important dans la vie de tous les jours, donc cette année, nous avons voulu mettre en exergue ce genre d'énergie afin de faire partager cela à l'ensemble de la population », a-t-il indiqué. Dans certains pays aujourd'hui selon lui, « on utilise beaucoup d'énergie donc il faut reconnaître que chez nous, nous ne sommes pas encore à cette étape, raison pour laquelle il faudrait en parler pour que les promoteurs aussi viennent au Togo et nous disent les fruits de leurs recherches et travaux ».

La ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur

Privé Bernadette Légzim-Balouki s'est réjouie du succès de la 11^{ème} édition avant de poursuivre : « *Nous encourageons vivement cette initiative et émettons les vœux que les différents panels qui seront organisés au cours du salon abordant les problèmes liés à l'utilisation de ces sources d'énergies et recommandent des solutions possibles et réalisations afin que dans un avenir très proche, nos populations puissent tirer grand profit de cette source d'énergie ».*

Le directeur général de la Société Africaine des Biocarburants et Energies Renouvelables (SABER), Thierno Bocar Tall a, pour sa part, réitéré son engagement d'accompagner cette initiative qui, selon lui, permettra d'amener la foire à travers l'Afrique et dans le monde entier. « *La Société Africaine des Biocarburants et Energies*



Mme Bernadette Légzim-Balouki, ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé

Renouvelables (SABER) amènera les opérateurs économiques à identifier les opportunités qu'offre l'énergie renouvelable que ce soit solaire biomasse ou autres », a-

t-il précisé.

Il faut ajouter qu'à cette 12^{ème} édition la Pologne et le Sénégal sont les pays d'honneurs.

Donko Sourou

Lutte contre la pauvreté

Le Togo multiplie des efforts pour être éligible au Millennium Challenge Account (MCA)

L'Etat togolais, dans son souci constant de lutte contre la pauvreté, ne cesse de multiplier des efforts pour trouver des voies et moyens en vue d'atteindre cet objectif. Sur le plan national et, par rapport aux ressources disponibles, beaucoup de choses ont été déjà initiées. Mais, conscient que ses efforts ne permettent pas de réduire considérablement la misère des populations, l'Etat togolais se tourne vers l'extérieur pour obtenir des soutiens. C'est dans ce sens qu'il se décuple pour être éligible au Millennium Challenge Account (MCA). La cellule togolaise de cet organisme gouvernemental des Etats-Unis d'Amérique vient d'achever une mission au pays de Barack Obama. Lire le communiqué de presse de fin de mission.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans sa volonté manifeste de renforcer son partenariat avec les Etats-Unis d'Amérique, le Togo s'est engagé à travailler à son éligibilité au programme américain de lutte contre la pauvreté dénommée Millennium Challenge Account (MCA).

Cet engagement au plus haut niveau de l'Etat a été marqué par, outre les ateliers d'information/formation à l'endroit des acteurs au développement (Administration, secteur privé, société civile), la tenue d'un séminaire gouvernemental en vue d'informer les ministres sur les actions urgentes/prioritaires de chaque département ministériel.

Afin de permettre à l'agence du Millennium Challenge Corporation (MCC) et à ses institutions partenaires de prendre connaissance des progrès récents réalisés par le Togo en matière de bonne gouvernance, d'investissement dans le capital humain et de liberté économique, une délégation de la Cellule MCA-Togo a séjourné à Washington et à New York du 01 au 09 juillet 2014.

La délégation conduite par M. Stanislas BABA, Ministre Conseiller du Président de la République et Coordonnateur National de la Cellule MCA-Togo est composée de :

M. Simon Pierre ADOVELANDE du Cabinet du Président, Conseiller Technique de la Cellule MCA-Togo ;

Mme Sandra JOHNSON de la Présidence de la République, Membre de la Cellule MCA-Togo ;

M. Bèguedouwè PANETO du Ministère de la Communication, Membre de la Cellule MCA-Togo ;

Par ailleurs, la délégation a été accompagnée au cours de sa mission par l'Ambassadeur du Togo aux USA, M. Kadanga

Limbiyé BARIKI et le Conseiller Economique et Commercial de l'Ambassade des USA au Togo, M. Mich COKER.

Au cours de son séjour en terre américaine, la Cellule MCA-Togo a rencontré une dizaine d'institutions ci-après :

L'Agence américaine « Millennium Challenge Corporation (MCC) » ;

Le département de la Société Financière Internationale (SFI), en charge du climat des affaires (Doing Business) ;

Le département « Women, Business and Law » de la Société Financière Internationale ;

Le Département d'Etat Américain, en charge de l'évaluation des indicateurs sur le trafic des humains, les droits de l'homme, la liberté d'information et la lutte contre la corruption) ;

L'ONG « Freedom House » chargé de l'évaluation des indicateurs sur la liberté d'information, les droits politiques et les libertés civiles ;

La fondation « Heritage Foundation » chargée des questions relatives à la liberté économique notamment la politique commerciale et aux droits politiques ;

L'Institut de la Banque Mondiale « Brookings Institution Worldwide » en charge des indicateurs de la bonne gouvernance (World Governance Indicators) ;

L'ONG Global Integrity » chargée de la recherche sur la corruption ;

Le département de la Banque Mondiale chargé de l'évaluation des politiques, « Country Policy and Institution Assessment (CPIA) »

Le département de la Banque Mondiale chargé de l'environnement des affaires et de l'enquête sur la performance des entreprises (World Bank

Business Environment and Enterprise Performance Survey : BEEPS)

L'Unité d'Intelligence Economique « Economist Intelligence Unit » chargé du risque pays et de la prévision sur les pays.

Comme souligné, la mission a, au cours des différentes rencontres, fait le point avec les responsables des différentes institutions sur les réformes mises en œuvre et la situation du Togo au niveau de chaque indicateur. Elle a, à cette occasion, partagé les « best practices » et noté les recommandations en vue de renforcer les acquis.

Il faut relever que dans l'ensemble les partenaires, notamment le MCC et Freedom House ont salué les efforts du Togo et surtout l'engagement des plus hautes autorités qui s'est matérialisé pour la première fois par la tenue de cette mission technique. Toutefois, pour l'accélération du processus d'éligibilité au MCC, lesdits efforts doivent être poursuivis.

Suite aux échanges très fructueux marqués par l'esprit d'écoute et d'ouverture des différentes parties, la délégation togolaise a par ailleurs invité les institutions partenaires à visiter le Togo pour mieux s'imprégner de la réalité.

En rappel, le Millennium Challenge Corporation (MCC) est un organisme gouvernemental des Etats-Unis d'Amérique qui a été conçu par le Congrès américain en janvier 2004 pour réduire la pauvreté à travers la croissance économique durable des pays en développement. Cette aide est destinée aux pays en développement qui démontrent leur engagement pour le développement économique et la lutte contre la pauvreté.

Édito

Par Ismaël

La candidature qui fait peur

L'an 2015 sera une année électorale au Togo car les togolais se rendront aux urnes pour élire celui là qui aura la lourde et prestigieuse mission de présider aux destinées du pays. A la veille de ce grand rendez-vous, l'attention des acteurs politiques qui lorgnent le fauteuil présidentiel est tournée vers les conditions d'organisation de ce scrutin. Dans la classe politique de l'opposition, depuis quelques mois, les débats se cristallisent sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles principalement la limitation du mandat et l'organisation du scrutin à deux tours. Des tractations ont été menées jusqu'à la tenue d'un dialogue qui n'a pas pu permettre de régler cette question. Comme dans tout pays démocratique, l'Assemblée nationale a été saisie par le gouvernement à travers un projet de loi.

Le 30 juin dernier, les députés, en toute indépendance, ont rejeté ce projet de loi. Cette situation n'est pas du goût des leaders de l'opposition qui, en réalité, voulaient passer par les réformes pour écarter le président Faure de la course à la présidentielle de 2015. En clair, ils voulaient que ces réformes soient dirigées contre le président Faure. Pourquoi le voulaient-ils ? La réponse est que la candidature de Faure Gnassingbé fait peur. L'opposition est consciente de la force de ce dernier qui ne fait pas de l'agitation sa ligne de conduite. L'essentiel pour lui, ce sont les actes. Et ses actes sont palpables et parlent en sa faveur contrairement à une opposition dont la principale force est de faire le grand bruit pour rien.

La candidature de Faure est redoutée parce que les leaders de l'opposition savent que lui, et son parti, UNIR, ont une très grande assise mais ne dorment jamais sur leurs lauriers. Dans tous les coins du pays, les populations se mobilisent toujours derrière eux. Les législatives de 2007, la présidentielle de 2010 et les législatives du 25 juillet 2013 en sont une parfaite illustration. Ces élections ont été libres, transparentes et équitables mais l'opposition n'a vu que du feu. Voilà pourquoi elle craint la candidature de Faure apercevant déjà les signaux de sa défaite. Cela ne surprend personne.

Appel au secours de Jean Pierre Fabre auprès de la communauté internationale
Une démarche inopportune qui frise le ridicule

Le 30 juin dernier les députés togolais dans leur majorité ont rejeté le projet de loi du gouvernement relatif à la limitation du mandat présidentiel et l'organisation du scrutin à deux tours. Ce rejet a mis en transe une frange de l'opposition qui espérait voir passer ce projet de loi pour mettre hors course le président de la République, Faure Gnassingbé lors de la présidentielle de 2015. Aux lendemains de ce rejet, les leaders de l'opposition se sont livrés aux tapages médiatiques pour désinformer, intoxiquer et semer le flou au sein de la population. M. Jean Pierre Fabre, président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) a, pour sa part, effectué une tournée européenne pour appeler la communauté internationale au secours.

Le Togo s'apprête à organiser en 2015 l'élection présidentielle qui est un grand -vous qui permettra aux togolais en âge de voter de choisir le numéro 1 du pays. L'opposition togolaise a soulevé les problèmes d'organisation de cette élection en mettant en avant les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Ce qu'elle voulait principalement à travers ces réformes c'est la limitation du mandat avec effet immédiat et l'organisation du scrutin à deux tours. Les leaders de cette opposition ont demandé et obtenu un dialogue qui n'a pas abouti du fait de leur radicalisme à outrance. Le gouvernement sous l'autorité du président Faure a montré sa bonne foi en envoyant à l'Assemblée nationale où le jeu démocratique se joue un projet de loi. Les députés ont usé de leur indépendance pour dire non à ce projet de loi malgré le désir des opposants qui voulaient que l'exécutif impose son diktat à la représentation nationale. Le débat que ces derniers ont ouvert après ce rejet n'a pas sa raison d'être.

On ne parlerait plus de ces réformes si, après la signature de l'Accord Politique Globale (APG) le 20 août 2006, M. Jean Pierre Fabre et compagnie, alors



Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC

militants de l'Union des Forces de Changement (UFC) n'avaient pas mis les bâtons dans les roues du gouvernement d'union nationale en le boycottant. C'est à ce gouvernement que l'APG avait chargé de mener ces réformes dans une grande ouverture. N'ayant pas obtenu la primature, Fabre et ses amis ont mis en difficultés Me Agboyibo Yawovi qui était le premier ministre. Ils ont boycotté les différents cadres de concerta-

tions créés à l'époque préférant exiger la pratique de l'exclusion.

Aujourd'hui il n'est plus question de continuer par faire comme si l'APG était la Bible ou le Coran du pays. Le Togo a évolué et d'autres réalités ont vu le jour. L'acte posé par les députés en toute souveraineté est le désir de la majorité de la population qui leur a délégué son pouvoir. Bref, c'est le peuple togolais qui s'est exprimé à travers les députés.

La tournée de M. Jean Pierre Fabre est hautement inopportune et frise le ridicule à plus d'un titre car, il n'y a pas longtemps, c'est ce même Jean Pierre qui n'hésitait pas à trainer dans la boue, devant ses fidèles de la plage la communauté internationale si elle note des avancées dans la gestion du pays. Des personnalités comme l'ancien président nigérian Olusegun Obasandjo et même l'actuel n'ont pas été épargnés. C'est la preuve de son inconstance. La communauté internationale connaît déjà les agitations de M. Fabre qui ne peut pas la contraindre à dicter sa volonté à l'Assemblée nationale. Fabre mènerait -t- il la même démarche s'il s'agissait d'un autre projet de loi ?

La présidentielle de 2015 sera organisée dans la plus grande transparence comme l'affirment les premières autorités du pays. Elles ont déjà le pied sur l'étrier. M. Fabre n'a convaincu que les naïfs qui le suivent aveuglement lors de ses interventions sur les médias étrangers. Ce dont il était fier d'annoncer c'est qu'il est le candidat naturel de l'opposition ; histoire de montrer à ses pairs qu'il est le meilleur d'entre eux.

BAT

Expulsion du groupe ACCOR de l'hôtel MERCURE SAKAWA
L'Etat togolais n'avait pas le choix

Le groupe ACCOR est, par décision du Tribunal de Première Instance de Lomé du 11 juillet dernier, expulsé de l'hôtel Mercure Sarakawa suite à l'assignation en référé par le Togo le 24 juin. L'Etat togolais, face au non respect des obligations des clauses du bail dont a fait preuve le groupe français dont le siège est à Evry en France a pris ses responsabilités.

L'hôtel Sarakawa est une propriété de l'Etat togolais. Il est un ensemble immobilier composé, entre autres, d'un bâtiment central sur quatre niveaux, des parkings, des aires de jeux, tout ceci sur une superficie de 19h 96a 57ca. Il a commencé ses activités en 1979. L'hôtel a été donné en bail le 18 février par l'Etat togolais à la Société ACCOR AFRIQUE S.A. pour une durée de 15 ans dès son approbation par décret présidentiel sous les conditions suivantes : réaliser des travaux de rénovation et d'embellissement nécessaire pour une exploitation selon un standard international « 4 étoiles » et maintenir ce standard tout au long du bail. Malheureusement,

ACCOR n'a daigné mettre en application ces conditions mais a exploité l'hôtel sous l'enseigne Mercure avec un standard de « 3 étoiles ». En 2008, mis en demeure, ACCOR devrait procéder à la rénovation puisque reconnaissant sa défaillance.

Mais la société a demandé qu'en contrepartie un nouveau bail lui soit offert sans attendre la fin du bail prévu le 17 février 2013 ; ce que l'Etat a refusé. ACCOR a donc poursuivi l'exploitation de l'hôtel sans daigner faire aucune rénovation défilant ainsi le Togo. Pour avoir plus d'éléments sur l'hôtel, l'Etat togolais a commandité un rapport qui a révélé ce qui suit : « les différents ouvrages composant le complexe se trouvent aujourd'hui à la limite de leurs possibilités techniques. Si les structures béton sont toujours en bon état, les matériaux et revêtements de protection ne remplissent plus leur fonction première (protection des ouvrages notamment étanchéité et aspect visuel et esthétique). Depuis la date de construction de l'hôtel, aucun ravalement de fond n'a été effectué, sinon, un peu de peinture, des raccords d'étanchéité, des bouchages

de trous ou de fissures. Ces différents travaux d'entretien n'ont pas été réalisés dans les règles de l'art, et va exiger une reprise complète avec des incidences financières non négligeables (décapage des différentes couches successives de peinture, reprise des relevés d'étanchéité, traitement des murs contre les différents désordres chimiques et biologiques). L'état des immeubles ne supportera plus très longtemps les conditions climatiques ». L'Etat togolais ne pouvait pas rester sans rien faire devant cette situation qui ne l'honore pas. Aussi, ACCOR a cédé le contrat de bail à la Société Togolaise d'Investissements et d'Exploitation Hôtelière (STIEH) sans aviser l'Etat togolais.

L'attitude du groupe ACCOR a été du mépris vis-à-vis du Togo. Quelle société togolaise peut se comporter de la sorte en France sans subir la rigueur de la loi ? Il ne sert à rien de tenter d'amener cette affaire sur un terrain politique comme certains tentent de le faire. Pour l'heure, le temps est à l'inventaire et les employés sont priés de rester chez eux mais les emplois et contrats sont préservés, les salaires garantis. Le Togo va procéder au lancement d'un appel d'offre pour concéder un nouveau bail. Le groupe ACCOR peut aussi soumissionner.

Jean Claude H.

Pour vos besoins publicitaires et annonces,
contactez-nous aux 90 97 35 86 |
90 28 74 03 | 99 67 52 93 |
98 58 86 84

Pour une gestion satisfaisante de la clientèle

La CEET renforce les capacités de ses chefs d'agences et de ses responsables commerciaux

Toute entreprise en quête de productivité doit rehausser les compétences de ses responsables. Un renforcement de capacités qui conduit automatiquement à une meilleure croissance. Et cela, les premiers responsables de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET), le savent très bien. C'est ce qui explique la tenue d'un séminaire de six (6) jours à l'attention de ses chefs d'agences et des responsables commerciaux. Débuté le 07 juillet 2014 dans les locaux de CICA-RE (Cité OUA), ce séminaire a pris fin le 12 juillet dernier.

Placée sous le thème « **Management et gestion de la relation clientèle** », cette rencontre de formation a réuni les chefs d'agence et chefs commerciaux de la CEET des

liens animé par M. Nicolas MERAND, consultant - formateur du cabinet Tricomptences spécialisé dans la formation et basé en France. Pendant ces jours de

est d'améliorer la gestion de la clientèle de la CEET car une entreprise comme celle là, est basée sur une clientèle et si celle-ci n'est pas satisfaite, cela agira sur son rendement. Aussi, faut-il souligner que ces genres de renforcement de capacités et de recyclage sont obligatoires dans toute entreprise qui vise la performance.

C'est dans ce sens que le directeur général de la CEET, M. Glande DJETELI (entouré de quelques membres du conseil d'administration pour la circonstance), a précisé aux participants à l'ouverture du séminaire que «... **ce n'est pas parce que nous sommes en situation de monopole en matière de fourniture d'énergie au Togo que nous allons bafouer les droits des clients. Nos clients sont nos partenaires et ont droit à un meilleur traitement** ». Il les a invités à être très actifs à la formation car, a-t-il noté «... **la finalité de cet atelier de formation est d'offrir une bonne image de notre so-**



Les participants à la formation

ciété par un bon management et une meilleure gestion de la clientèle. Ceci dans le but d'accroître notre productivité pour une bonne croissance économique».

La directrice commerciale et

bres du conseil d'administration pour la tenue effective dudit séminaire de formation.

Auparavant, dans son intervention de bienvenue, le directeur des ressources humaines, Dr. Nikabou a salué cette initia-



Le DG de la CEET, (2ème à partir de la gauche) livrant son allocution lors de la cérémonie d'ouverture

quatre coins du pays et quelques autres responsables des différents services. La quarantaine de participants ont été édifiés en théorie et en pratique sur la gestion efficace et efficiente de la clientèle. Un at-

travaux, chacun des participants a eu à partager avec l'assistance sa manière de gérer sa clientèle. Un exercice qui a permis aux uns et aux autres d'apporter leur contribution.

L'objectif de ce séminaire



Photo de famille du DG et des séminaristes

de la Clientèle, Mme Peace Akpéné ADIHO, a profité de cette rencontre pour exprimer toute la gratitude de l'ensemble des participants au directeur général et aux mem-

tive du directeur général qui a senti la nécessité de mettre les agents en phase avec l'objectif de l'entreprise qui est la satisfaction de la clientèle.

Isidore AYEKO

LIL/SMO
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail-Liberté-Patrie

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DE LA COMMUNICATION ET DE LA DOCUMENTATION
DIVISION DE LA COMMUNICATION ET DES ACTIVITES PROMOTIONNELLES

COMMUNIQUE DE PRESSE

A TOUTES LES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES DU TOGO A L'ETRANGER

Dans le cadre de son programme « Initiatives pour le recours aux compétences et autres ressources de la diaspora togolaise », communément appelé Programme Diaspora, et en réponse à la recommandation relative à l'exemption de visa aux togolais de la diaspora, faite au Gouvernement togolais lors des assises de la diaspora tenues à Paris, Montréal et Lomé, le Gouvernement de la République Togolaise, à l'issue du conseil des Ministres du 02 juillet 2014 présidé par le Chef de l'Etat, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, a décidé d'exempter de visa d'entrée et de sortie les togolais détenteurs de passeport étranger, à l'exception de ceux ayant légalement renoncé à leur nationalité togolaise d'origine.

Dorénavant pour rentrer sur le territoire national, ces compatriotes de la diaspora doivent présenter leur passeport obtenu dans le pays d'accueil accom-

pagné soit d'un passeport togolais en cours de validité ou au minimum d'une carte d'identité nationale en cours de validité ou d'une carte consulaire dûment délivrée par un consulat du Togo ou encore de tout autre document pouvant prouver l'origine togolaise des intéressés.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération et le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, en charge conjointement de la gestion de cette décision, ont été instruits pour prendre les dispositions nécessaires à la mise en application rapide de ces mesures, si possible dès cette période estivale 2014.

Cette mesure prend effet à compter du 21 juillet 2014.

Fait à Lomé, le 04 juillet 2014

Le Ministère des Affaires Etrangères
et de la Coopération

Evala édition 2014

Les luttes prennent fin demain



Déroulement des luttes en présence du Président Faure Gnassingbé

Démarrées le 12 juillet dernier, les luttes initiatives Evala prennent fin demain. Les derniers cantons livreront leurs champions toujours dans une ambiance de fête et de convivialité sous le regard du président de la République Faure Gnassingbé qui ne montre aucune négligence en matière des valeurs culturelles et traditionnelles.

La préfecture de la Kozah va fermer la page des luttes Evala demain pour ouvrir celle d'Akpéma. Cette semaine de luttes a été un moment de

fête, de retrouvailles et de business pour les uns et les autres. Hier, il y a eu la finale de Pya en présence du président Faure, du premier ministre, M. Ahoomey-Zunu et du président de l'Assemblée nationale, M. Dama Dramani sans oublier les membres du gouvernement, les députés, les chefs traditionnels et les autorités militaires. Les empoignades ont toujours lieu devant une population qui chante, danse et encourage les lutteurs. Des activités culturelles ont tenu en haleine les populations. L'innovation de cette édition

a été l'érection d'un village « Evala » au palais des congrès de Kara où ont été observés plusieurs expositions dans les domaines artisanal et agricole.

Il faut rappeler qu'Evala est un passage de l'adolescence à l'adulte et l'insertion du jeune Kabyè dans la vie sociale. C'est aussi, un symbole d'endurance, de courage et de la force physique. La durée d'initiation du jeune Kabyè est de trois ans conformément à un processus rigoureux dont la sortie de « Djodjo » chaque année.

Karine Ba

Union Africaine (UA)

Edem Kodjo élu au groupe des sages

Monsieur Edem KODJO vient d'être élu au Groupe des Sages de l'Union Africaine (U.A). Aux côtés de Lakhdar Brahimi (Algérie) pour l'Afrique du Nord, du Dr Albina Faria de Assis Pereira Africano (An-

gola) pour l'Afrique Centrale, du Dr Luisa Diogo (Mozambique) pour l'Afrique australe, du Dr Specioza Naigaga Wandira Kazibwe (Ouganda) pour l'Afrique de l'Est, notre compatriote qui prendra fonction en septembre prochain, représentera l'Afrique de l'Ouest.

Les Sages ont essentiellement pour rôle d'appuyer la Commission de l'UA en matière de prévention et de résolution de conflits sur le continent. Ils constituent une des composantes du Conseil de Paix et de Sécurité (les deux autres étant le Système d'alerte rapide et les forces africaines en attente). Depuis son retrait de la vie politique togolaise, l'ancien Premier Ministre est très actif sur la scène internationale à travers sa Fondation Pax Africana. Mais pas seulement. Il est souvent mandaté sur le théâtre de certains conflits régionaux ou pour diriger des missions de bons offices ou d'observations lors de périodes électorales sensibles. Annoncé comme candidat à la succession d'Abdou DIOUF dont le mandat arrive à terme en novem-



Edem Kodjo

bre prochain à l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie), l'ancien Secrétaire général de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) semble avoir renoncé à postuler à ce poste.

Source : Focus info

N.B : Le titre est de la Rédaction

Echos de nos préfectures

Bédjémé (Gapé) doté d'un château d'eau à pompes solaires

Le 13 juillet dernier à Bédjémé dans le canton de Gapé situé à, environ 30 Km au nord-ouest de Tsévié, a eu lieu l'inauguration d'un château d'eau à pompes solaires. Ce château a une capacité de 50m3 et va desservir trois villages en eau potable à savoir Bédjémé, Atchanvé et Avégan par le biais d'un système de pompage d'eau à partir de l'énergie solaire d'une puissance de 20 kilowatts. Les travaux de construction de cet ouvrage ont duré trois ans exécutés par Forages Technic-eau, Atelier Bon Conseil Nouveau et par l'Entreprise Construction Mécanique et ont coûté 70 millions de F CFA. Le financement a été assuré par des donateurs américains en partenariat avec le Père curé de la mission de Notre Dame de Guadalupé, premier prêtre missionnaire américain au Togo, William Ryan.

Avant l'inauguration, il y a eu une messe d'action de grâce sur les lieux pour remercier Dieu et pour bénir les installations. Le chef du village de Bédjémé, Togbui Sanou Afangbédi a remercié les donateurs pour leurs actions de solidarité. Il a promis veiller au bon entretien du joyau.

Avec cette réalisation, les populations n'auront plus à parcourir de longues distances pour s'approvisionner en eau potable.

Echanges entre le préfet de la Binah et des dignitaires musulmans

Le 10 juillet dernier à Pagouda, le préfet de la Binah, M. Awitala Tessiké Maani a eu des échanges avec les dignitaires musulmans à savoir les imams et les alfas des préfectures de Tchaoudjo, d'Assoli et de la Binah. Il s'agissait de trouver une solution aux problèmes des appels à la prière des muézzins et de résoudre les incompréhensions lors des prêches et prédications dans le canton de Kétau.

Les imams Souley-mane Youssifou de Sokodé, Tchassama Salah de Bafilo et Allassani Tagba de Kara ont entretenu l'assistance sur le respect des textes du Saint Coran. Pour sa part, l'imam de la mosquée centrale de Kétau, El Hadj Garba Ousmane Mohamed Awali a demandé la contribution des uns et des autres pour la réussite de sa mission. M. Awitala a demandé aux imams d'éviter de s'attaquer à travers les prêches afin d'œuvrer pour la paix, l'entente, le respect mutuel et la réconciliation.

L'Humanité

Récépissé
N° 0341/20/03/08/HAAC

Siège: Non loin
d'AGRIMAT- Totsi

Tél: 22 43 81 30
90-28-74-03

Directeur de Publication
BATAWILA Bawayina
Cel: 90-97-35-86
99-67-52-93

BP:80843 Lomé-Togo

Maison de la Presse: Case
N° 58
E-mail:
redoir@yahoo.fr

Rédaction:
Karine BA
Isidore A.
Jean-Claude H.

Service Commercial
Koffi Fandongbo A.
Cel: 90-28-74-03
98-58-86-84

Imprimerie
La Colombe

Tél: 90 04 13 66
Tirage: 2000 Exemplaires

*Cher conducteur, ne téléphone pas en circulation.
Arrête-toi toujours pour téléphoner. Préserve
ta vie et celle des autres. Cher motocycliste,
le port du casque est obligatoire.*

Tout sur la visite officielle au Maroc du Roi Felipe VI d'Espagne et de la Reine Letizia

Sa Majesté le Roi Felipe VI et la Reine Letizia, Souverains d'Espagne, ont quitté le Maroc, mardi en fin d'après-midi, au

salués par le directeur général des études et de la documentation, le directeur général de la Sûreté nationale, le Directeur

du Souverain à faire associer cette frange de la société aux différentes réformes initiées au niveau du Royaume, vient confirmer, une fois de plus, le choix de la Fondation Mohammed V pour la Solidarité de faire de la formation un outil privilégié d'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

Edifié sur un terrain de 8.300 m² (2.750 m² couverts), le centre de formation dans les métiers de l'hôtellerie et du tourisme abrite un hôtel pédagogique (réception, quatre chambres, salon marocain, salon moderne) un pavillon de restauration (cuisine, restaurant et salle de conditionnement), ainsi qu'un économat, des salles de cours, d'informatique, d'ensei-

formation dans les métiers de l'hôtellerie et du tourisme, Sa Majesté le Roi Mohammed VI et Son illustre hôte ont été salués par la Conseillère de Sa Majesté le Roi, Mme Zoulikha Nasri, ainsi que par les membres du Conseil d'administration et du comité de soutien permanent de la Fondation Mohammed V pour la Solidarité.

Entretien entre le Roi Mohammed VI et le Roi Felipe VI

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, accompagné de SAR le Prince Moulay Rachid, a eu, lundi au Palais Royal à Rabat, des en-

lieu de résidence de Sa Majesté le Roi Felipe VI.

Un Iftar officiel en l'honneur des Souverains espagnols

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, accompagné de SAR le Prince Moulay Rachid et de LL.AA.RR les Princesses Lalla Salma, Lalla Meryem, Lalla Asmae et Lalla Hasnae, a offert, lundi au Palais Royal à Rabat, un Iftar officiel en l'honneur de Sa Majesté le Roi Felipe VI d'Espagne et de la Reine Letizia.

Ont été conviés à cet Iftar les membres de la délégation officielle accompagnant les Souverains espagnols, le Chef du gouvernement, les présidents des deux Chambres du Parlement, les Conseillers de Sa Majesté le Roi, les membres du gouvernement, des membres de la communauté espagnole établie au Maroc, des représentants du corps diplomatique accrédité au Maroc et plusieurs autres personnalités civiles et militaires.

A leur arrivée au Palais Royal, Sa Majesté le Roi Felipe VI et la Reine Letizia ont passé en revue un détachement de la Garde Royale qui rendait les honneurs.

Roi Mohammed VI décore les Souverains d'Espagne du Wissam Al Mohammadi

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a décoré les Souverains d'Espagne, Sa Majesté le Roi Felipe VI et la Reine Letizia, du Wissam Al Mohammadi (Classe Exceptionnelle).

A cette occasion, SM le Roi Mohammed VI, accompagné de SAR le Prince Moulay Rachid et de LL.AA.RR les Princesses



Le Roi Mohammed VI (à droite) et le Roi Felipe VI à l'aéroport de Rabat-Salé

terme d'une visite officielle au Royaume, à l'invitation de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste.

A leur départ de l'aéroport Rabat-Salé, les Souverains espagnols ont été salués par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, qui était accompagné de SAR la Princesse Lalla Salma.

Après avoir passé en revue un détachement de la Garde Royale qui rendait les honneurs, Sa Majesté le Roi Felipe VI d'Espagne et la Reine Letizia ont été salués par le Chef du gouvernement, Abdelillah Benkirane, le président de la Chambre des Représentants, Rachid Talbi Alami, le Président de la Chambre des Conseillers, Mohamed Cheikh Biadillah et le ministre de l'Intérieur, Mohamed Hassad.

Les Souverains espagnols ont également été salués par le Général de Corps d'Armée Inspecteur général des Forces Armées Royales Commandant la Zone Sud, le Général de Corps d'Armée Commandant la Gen-

général de la surveillance du territoire, le Wali de la région de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer, les élus et les représentants des autorités civiles et militaires de la wilaya, ainsi que par les membres du comité d'honneur.

Au cours de son séjour au Maroc, beaucoup d'activités ont été menées en compagnie du Roi Mohammed VI.

Inauguration d'un centre de formation dans les métiers de l'hôtellerie et du tourisme à Témara

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, et Sa Majesté le Roi Felipe VI d'Espagne, ont procédé, mardi, à l'inauguration d'un centre de formation dans les métiers de l'hôtellerie et du tourisme au quartier Guich Loudaya à Témara.

Mobilisant des investissements de l'ordre de 18 millions de dirhams (MDH), ce projet, réalisé par la Fondation Mohammed V pour la Solidarité, illustre l'intérêt particulier que Sa Ma-



Entretien entre le Roi Mohammed VI (à droite) et le Roi Felipe VI

gnement de langues étrangères, de réunions, d'appui à la création d'entreprises et d'autres dépendances.

Fruit d'un partenariat entre la Fondation Mohammed V pour la Solidarité (6 MDH) et l'Office de formation professionnelle et de promotion de travail (12 MDH) qui assure également la gestion et l'encadrement pédagogique, le nouveau centre est destiné à la formation de ressources humaines compétentes dans les métiers de l'hôtellerie et de la restauration, nécessaires à l'essor du secteur touristique dans la région.

Le nouvel établissement, dont les travaux de réalisation ont été lancés par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le 13 juillet 2013, favorisera l'accès à la formation aux candidats issus des localités éloignées, notamment les jeunes filles, comme il assurera un accompagnement des jeunes porteurs de projets dans les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme.

Ce projet solidaire vient ainsi conforter les différentes actions menées par la Fondation Mohammed V pour la solidarité dans la région de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer et qui s'assignent pour principaux objectifs la valorisation des potentiels des jeunes et l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

A leur arrivée au centre de

tretiens avec Sa Majesté le Roi Felipe VI, Souverain d'Espagne.

Ces entretiens se sont déroulés en présence du ministre espagnol des Affaires étrangères et de la Coopération, Jose Manuel Garcia Margallo Marfil, et du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Salaheddine Mezouar, ainsi que de l'ambassadeur d'Espagne à Rabat, José de Carvajal Salido, et de l'ambassadeur du Maroc



Le Roi Mohammed VI et ses hôtes lors du Iftar officiel

darmerie Royale, le Général de division Inspecteur des Forces Royales Air, le vice-amiral Inspecteur de la Marine Royale et le porte-parole du Palais Royal et historiographe du Royaume du Maroc.

Sa Majesté le Roi Felipe VI et la Reine Letizia ont aussi été

jesté le Roi Mohammed VI accorde aux jeunes, véritable richesse de la Nation compte tenu du rôle qu'ils sont appelés à jouer en tant que partie prenante dans le processus d'évolution sociale du Maroc.

Le nouveau centre, qui traduit également la détermination



Photo souvenir après la décoration

à Madrid, Mohamed Fadel Benyaich.

Au terme de ces entretiens, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a accompagné le Souverain d'Espagne au Palais des Hôtes,

Lalla Salma, Lalla Meryem, Lalla Asmae et Lalla Hasnae, et ses illustres hôtes, ont posé pour une photo - souvenir des deux familles royales.

Source : MAP

A quelques mois du renouvellement du bureau de la FTF

Gabriel Améyi dans ses manœuvres pour maintenir le football togolais dans l'abîme

L'actuel bureau exécutif de la Fédération Togolaise de Football (FTF), dirigé par M. Gabriel Améyi est en train de finir son mandat. Le mois de novembre prochain, ce bureau bouclera ses quatre ans aux commandes du football togolais. Il va ainsi sans dire que les électeurs seront conviés à user de leur droit de vote pour doter la FTF d'une nouvelle équipe dirigeante.

Le bureau de M. Gabriel Améyi élu le 05 novembre 2010, égrène ses derniers mois à la tête du football togolais. Ce bureau, compact à son élection a, juste aux lendemains de son installation, connu des dissensions et dysfonctionnements notoires qui ont des conséquences graves sur le football togolais plongé de ce fait, dans l'abîme. Avant l'élection de ce bureau, les observateurs avisés du football togolais ont relevé que M. Gabriel Améyi qui a été celui qui a fait chuter les bureaux précédents par des manœuvres sordides doublées de corruption n'est pas l'homme indiqué pour donner une nouvelle image au football. Les appels à la raison de ces observateurs vis-à-vis des électeurs n'ont pas été suivis car ces derniers étaient déjà

aveuglés par le vaste programme de corruption dont, seul M. Améyi détenait le secret.

Au fil des jours et à la lumière des actes du « tout puissant » président de Maranatha FC de Fiokpo, les présidents de clubs et ligues ont commencé à se rendre compte de leur manque de lucidité au moment des élections car ses faits et gestes ont démontré qu'il n'est pas l'homme de la situation. M. Améyi n'avait pas la carrure d'être président de la FTF. Cela est d'ailleurs constaté tout au long de son mandat. Durant les quatre années, le football togolais a été géré sous le prisme de l'amateurisme à outrance et d'une dictature « aveugle ». Les autres membres du bureau n'étaient que des gens sans une véritable parole. Ceux qui

osaient aller contre la volonté du président étaient bannis. Le bureau ne se résument qu'à la personne de M. Améyi qui s'est accaparé de toutes les prérogatives. Les commissions, pour Améyi, n'existent que de nom.

Les fonds destinés au développement du football ont été tout simplement détournés par M. Améyi qui, dans ses correspondances à la FIFA, ne demandait que de l'argent paraissant aux yeux de la fédération du football mondial en mendiant. Débitée par la gestion calamiteuse de M. Améyi, la FIFA a décidé de lui retirer le droit de signature et de mettre la FTF sous tutelle. Ce qui est une véritable honte pour le Togo qui regorge des ressources humaines compétentes et capables de mieux diriger le football du pays. La participation louable des Eperviers à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2013 en Afrique du Sud a prouvé que le Togo pouvait aller loin s'il avait à la tête de sa fédération un président qui agit avec professionnalisme.



Gabriel Améyi, Pdt FTF

Malgré un bilan, à la limite chaotique, M. Améyi est en train de mettre en marche sa machine à corrompre et à intimider pour se faire élire à la présidence de la FTF. Il ordonne aux clubs et ligues de mettre à sa possession les noms des délégués qui participeront au vote de novembre prochain en mettant subtilement la FIFA devant. L'essentiel pour lui c'est de commencer à acheter les consciences et à menacer ceux qui ne rentreront pas des ses plans. Les clubs qui lui opposent une résistance se voient

réserver un traitement spécial basé sur des intimidations. Le football togolais a assez souffert de l'irresponsabilité et de l'amateurisme de M. Améyi qui s'en est servi comme une vache à lait et qui a, d'une façon exagérée, utilisé l'éventail de la FIFA pour décourager les autorités du pays à taper du poing sur la table en vue de remettre de l'ordre dans la gestion et la direction de ce sport roi.

M. Gabriel Améyi a, certes le droit de se présenter à ces élections mais les électeurs ont, plus que jamais, l'occasion de tirer leçon de leur choix de 2010. Ils ont l'obligation de se rendre à l'évidence que leur vote n'a pas permis de sortir le football de l'ornière mais de l'y plonger davantage. Ils se sont montrés, ainsi, complices de la situation de pourrissement dans lequel se trouve le football togolais. Il est temps pour eux de se ressaisir pour ne plus tomber dans les errements du passé.

BAT

Le Mondial 2018 en Russie coûtera plus cher que celui du Brésil

Alors que la fête est finie au Brésil, le Mondial russe de 2018 se profile déjà à l'horizon. Le chantier est colossal car, outre les stades à construire ou à rénover, le manque d'infrastructures est criant en dehors de Moscou, Saint-Petersbourg et Sotchi. L'addition s'annonce salée.

Le Mondial brésilien à peine terminé, les yeux du monde sont déjà tournés vers celui de 2022 au Qatar et vers tous les problèmes qu'il soulève, oubliant presque qu'entretiens, il y en aura un en Russie, très précisément du 8 juin au 8 juillet 2018. On exagère un peu bien sûr mais s'il a fait beaucoup parler de lui au moment de son choix, le Mondial 2018 a pour le moment laissé à celui de 2022 une bonne partie de la mauvaise publicité. Il faut pourtant avouer que ceux qui ont vu de la manigance dans la désignation de la Russie pour l'organisation de la XXIe Coupe du monde ont sans doute quelques arguments à faire valoir.

Trois stades sur douze sont prêts

Pour commencer, c'était la première fois - et sans doute la dernière - que deux Coupes du monde étaient attribuées en même temps, la Russie s'étant habilement retirée, en octobre 2010, de la course à 2022, pour finalement être désignée hôte de l'édition 2018. C'était le 2 décembre 2010, une victoire au 2e tour par 13 voix contre 7 face à une candidature jointe Espagne-Portugal. Evincée dès le 1er tour (seulement 2 voix sur 22 alors qu'elle avait sans doute le meilleur dossier), l'Angleterre a crié au scandale à l'époque et n'a pas décoléré depuis.

Que cela plaise ou non - et sauf cas de force majeure - la Coupe du monde aura donc bien lieu en Russie dans quatre ans

et le pays de Vladimir Poutine est obligé de mettre le paquet car il part de très loin. Sans atteindre les sommes pharaoniques des J.O. de Sotchi (on a parlé de 36 milliards d'euros), le Mondial russe devrait coûter bien plus que la Coupe du monde 2014 au Brésil, déjà labélisée comme la plus chère de l'histoire. Pour le moment, la facture s'élèvera - selon le ministre russe des Sports Vitaly Moutko - à 14,7 milliards d'euros, à comparer aux 8 Mds du Mondial brésilien et aux 3,5 Mds du Mondial Sud-Africain.

Ce coût élevé s'explique déjà par le fait que les douze stades, sur les onze sites choisis (Moscou en comptera deux), devront soit sortir de terre ex-nihilo, soit être profondément modernisés. Dans la seconde catégorie on compte le stade Loujniki de Moscou (livraison prévue en 2017) qui avait accueilli les J.O. de Moscou en 1980 et va être réaménagé pour compter 89 000 places car il sera le théâtre du match d'ouverture, d'une demi-finale et de la finale.

Egalement modernisé : le stade Gazprom de Saint-Petersbourg, une arène qui va passer à 70 000 places et doit être livrée en 2016. C'est là qu'aura lieu l'autre demi-finale. Tous les autres stades auront une capacité de 45 000 places environ. Certains sont déjà construits comme le Stade Ficht de Sotchi qui a abrité les J.O. l'hiver dernier, celui de Kazan où a

eu lieu l'Universiade en 2013 et la deuxième arène moscovite, le stade du Spartak Moscou, qui ouvrira officiellement ses portes en septembre prochain.

Manque d'infrastructures

En revanche, les sept autres arènes sont en cours de cons-



Passe décisive de Sepp Blatter à Vladimir Poutine

truction avec des chantiers plus ou moins avancés. Il s'agit de Kaliningrad (enclave située entre la Pologne et la Lituanie, au bord de la mer Baltique), de Rostov-sur-le-Don (tout au Sud, près de la Crimée), de Saransk, en Mordovie, riante cité chère à Gérard Depardieu, de Samara, Volgograd et Nijni-Novgorod, trois villes traversées par la Volga et enfin Iekaterinbourg, dans l'Oural, à deux fuseaux horaires de Moscou (TU + 6)

Reste que ce ne sont pas les stades, loin de là, qui représentent la charge la plus importante dans ce budget colossal (le coût des stades est évalué à environ 2,5 milliards d'euros). Si Moscou, Saint-Petersbourg et désormais Sotchi, ont l'habitude des visiteurs et des touristes, il n'en va pas de même pour les autres sites où beaucoup reste à faire en matière d'infrastructures (aéroports, routes, capacité d'accueil). Un détail parmi beaucoup

d'autres, dans la plupart des villes, toute la signalétique est en alphabet cyrillique uniquement, de quoi déconcerter les 1 million de visiteurs étrangers espérés.

Même si, vu la taille du pays, les sites sont relativement regroupés et répartis en quatre régions distinctes (Ouest, Centre, Sud et Nord-Est), les liaisons en train à grande vitesse, un moment envisagées (on évoquait un réseau de 3 000 km), ont totalement disparu du projet. Trop cher. Comme au Brésil, les déplacements se feront donc essentiellement en avion, hormis entre Moscou et Saint-Petersbourg, distantes de 700 km et reliées, elles, par une ligne ferroviaire à grande vitesse. Pour la Fifa en tous cas, tout sera prêt en temps et en heure, c'est du moins ce qu'affirmait en janvier le bras droit de Sepp Blatter, Jérôme Valcke, quand il disait que la Russie était en avance " de six à huit mois " sur son calendrier.

L'affirmation a de quoi surprendre car deux mois plus tard, Vitaly Moutko (le ministre russe des Sports, si vous suivez toujours) se disait " alarmé " par la lenteur des travaux sur certains sites. Compte tenu des hivers très rigoureux, le calendrier s'annoncerait en fait très serré en dehors de Moscou, Saint-Petersbourg et Sotchi, soit sur 8 des 11 sites quand même. Jérôme Valcke n'est cependant pas inquiet outre-mesure puisque, selon ses termes " l'information peut arriver au plus haut niveau très rapidement " car " Sepp Blatter et Vladimir Poutine ont d'excellentes relations ". On aurait tort d'en douter.

Un climat à assainir

Le président Poutine l'a promis au moment de la passation de témoin dimanche soir à Rio, " nous ferons de notre mieux pour offrir au monde une fête du football inoubliable et une véritable hospitalité russe en 2018 ". Même si les appels au boycott formulés au moment de l'annexion de la Crimée aux dépens de l'Ukraine n'ont aucune chance d'être entendus, la Russie poutinienne souffre d'un gros déficit d'image dans un bon nombre de pays susceptibles de participer à l'édition 2018.

Racisme dans les stades, homophobie revendiquée, manque d'ouverture sur le monde, corruption à grande et à petite échelle - sans parler de la politique internationale - sont souvent cités pour dénigrer à l'avance la Coupe du monde 2018, ce à quoi les optimistes rétorquent que les événements comme un Mondial ou les Jeux olympiques sont justement un moyen de faire évoluer les mentalités. À voir.

Même s'il y a peu de chance que l'ambiance soit la même dans quatre ans qu'au Brésil cette année où, par parenthèse, aucun trouble n'est venu gâcher la fête malgré les mésaventures de la Seleçao, ce Mondial 2018 permettra peut-être à la Russie de donner une meilleure image d'elle-même. C'est tout le mal qu'on peut souhaiter à ce pays qui n'a jusqu'ici guère eu l'occasion de s'enthousiasmer pour son équipe nationale. Le bilan est famélique depuis la chute de l'URSS : 2 victoires, 2 nuls et 5 défaites en 3 participations depuis 1994. C'est maigre pour un pays de cette taille, même si le hockey y demeure le sport-roi.

Reuters



Société Togolaise des Eaux S.A



NOS ACTIVITES

- Production, distribution d'eau potable
- Branchements
- Interventions
- Entretien réseaux



N° vert
(appel gratuit)

8000 3000

53, Avenue de la Libération Angle Rue du Chemin de Fer
BP 1301 Lomé - Togo • Tél. : (228) 22 21 34 81 / 22 21 34 95
22 21 59 63 / 22 21 38 25 • Fax : (228) 22 21 46 13
• Email : tdedg11@yahoo.fr

Aidez-nous à mieux vous servir